

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
Il est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.

ABONNEMENT : { Pour Roubaix, 25 francs par an.
 " " 14 " six mois.
 " " 7 50 " trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant,
bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez
MM. LAFFITTE, BULLIER et C^o, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la
publication des annonces de MM. HAVAS, LAFFITTE, BULLIER
et C^o, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX

13 juin 1863.

Une dépêche de Vienne annonce que hier, en conseil des ministres, la discussion a roulé sur les propositions de la France et de l'Angleterre et qu'on n'a pas cru pouvoir les agréer. — L'Autriche adressera des contre-propositions médiatrices au cabinet des Tuileries.

Il est inutile, après ceci, de parler d'une dépêche de Saint-Petersbourg, annonçant que si les propositions autrichiennes parviennent à la Russie, sous forme de propositions communes des trois puissances, la Russie les adoptera comme base de négociations.

Il résulte d'avis qui sont transmis par voie de Cracovie que de nouvelles et meurtrières rencontres ont eu lieu dans les provinces de l'Ouest en Lithuanie. Les Polonais ont remporté des victoires complètes. Tous ces faits témoignent du développement vigoureux de l'insurrection.

Le Czar annonce que les cosaques du Don et de Volga viennent de lever l'étendard de la révolte et que des arrestations nombreuses ont été opérées à Saint-Petersbourg même.

Le résultat des élections belges donne positivement la majorité au parti catholique. On présume que le ministère libéral va se retirer. Mais comme il est appuyé par une minorité presque égale à la majorité nouvelle, la formation d'un nouveau-cabinet paraît très difficile.

Il semble qu'un temps d'arrêt doit se produire dans la politique réactionnaire et despotique du roi Guillaume, de Prusse. C'est l'attitude prise à Dantzig par le prince royal qui en serait cause. Comme premier symptôme de ce temps d'arrêt, nous apprenons que le voyage du roi de Prusse à Carlsbad est ajourné. Le départ de ce souverain, dans les circonstances qui viennent de se produire, présentait en effet de sérieuses difficultés. Aux termes de la Constitution, le Roi devait être remplacé, par le prince qui vient de désavouer hautement sa politique dans son

discours au magistrat de Dantzig. Un ordre du roi vient de rappeler le prince à Berlin.

D'autres symptômes se produisent qui ne sont pas moins significatifs. Le gouvernement avait exprimé le vœu que des fêtes fussent données par la ville de Königsberg. La municipalité s'y est refusée, et la ville d'Elbingen a suivi cet exemple.

Au milieu de tous ces tiraillements, le peuple prussien reste dans un calme admirable. Des journaux lui avaient conseillé de protester à sa manière contre les actes de son gouvernement, en refusant l'impôt; mais la Constitution, qui autorise la perception des impôts existants jusqu'à ce qu'ils aient été formellement abrogés par une loi, ne lui laisse pas cette réponse; et le peuple prussien comprend que pour rappeler ses gouvernants au respect de la Constitution, ce serait un dangereux moyen que de commencer par la violer lui-même. J. REBOUX.

On lit dans le *Moniteur* :

Le ministre de la marine a reçu ce soir de Queenstown, 12 juin 1863, 6 heures 40 minutes, la dépêche suivante, transmise de New-York, 2 juin, par M. de Montholon, consul général de France aux Etats-Unis :

« Puebla s'est rendue le 17 mais dans conditions. Nos troupes ont pris 25 généraux, 900 officiers, environ 16,000 soldats. Le général Bazaine marche sur Mexico. »
Contre amiral Bosse.

On lit dans le *Bulletin du Moniteur* :

« La nouvelle de la prise de Puebla étant arrivée par voie extraordinaire, les rapports officiels de M. le général Forey ne peuvent parvenir en France que vers le 2 juillet, à l'arrivée du paquebot anglais. »
« Le paquebot régulier attendu vers le 15 de ce mois à Saint-Nazaire a dû quitter probablement la Vera-Cruz le 15 ou le 16 mai, avant que la prise de Puebla y fût connue. »
« D'après les dépêches privées, la garnison de Puebla aurait capitulé le 17 mai, et, dès le 18, une division de l'armée française se serait mise en marche sur Mexico. »

La déclaration publiée par sept évêques et intitulée: *Réponse aux consultations*

adressées relativement aux élections provinciales, et la lettre écrite le 4 de ce mois par Mgr. l'archevêque de Tours au ministre des cultes, viennent d'être déposées au conseil d'Etat pour cause d'abus.

Nous avons dit que la situation ne s'améliore pas en Prusse. On en peut juger par le triste rôle auquel la presse est réduite, si elle veut éviter des condamnations et des suppressions.

Voici l'aveu que fait la *Gazette du Peuple* :

« Nous croyons de notre devoir d'annoncer aux lecteurs de la *Gazette du Peuple* que, provisoirement, nous ne donnerons, concernant les affaires intérieures de notre vie publique, que des nouvelles et des faits. Nous devons laisser à nos lecteurs eux-mêmes le soin de faire les réflexions que ces faits peuvent inspirer. Nos articles de fond se borneront à la discussion des affaires de l'étranger. De temps en temps nous nous occuperons aussi de questions sociales, par exemple, celles qui concernent les ouvriers. Mais pour relever et rafraîchir l'esprit dans des temps tristes et sombres, nous consacrerons immédiatement une partie de notre journal à des objets d'histoire naturelle, pour trouver de la consolation et du courage dans la sphère lumineuse du progrès, qui n'est jamais sujette aux retours. »

Le journal la *Gironde* a reçu ce nouveau *Communiqué* :

Préfecture de la Gironde.

« Depuis un mois, la *Gironde* se livre contre le Gouvernement de l'Empereur à des attaques passionnées, systematiques et de mauvaise foi. »

« L'administration n'y a répondu que par quelques *Communiqués*, et a même toléré qu'on discutât ses *communiqués*, ne voulant pas qu'on pût mettre en doute, pendant la période électorale, son respect pour la liberté de discussion si exagérée qu'elle pût être. »

« La *Gironde* n'a tenu aucun compte de cette modération et de cette bienveillance. »

« Il y a deux jours, l'administration déclarait que non seulement le Gouvernement n'avait pas augmenté d'un centime les contributions directes, mais qu'il avait au contraire dégrèvé l'une d'elles, la contribution foncière, de 28 millions. »

« Eh bien ! la *Gironde* ose aujourd'hui affirmer que sans calamité, en grande

prospérité publique, le contribuable paie sous l'Empire, en deux ans, un impôt de 45 centimes que la République lui avait réclame en une seule fois, temporairement, avec cette différence que la valeur territoriale augmentant en raison directe de la prospérité commerciale et industrielle jointes à la parfaite sécurité dont nous jouissons, les contributions publiques et autres doivent nécessairement s'accroître en raison directe de cette plus-value territoriale. »

« Ainsi, quand il n'a pas été ajouté un centime aux contributions directes, quand une de ces contributions a été dégrèvé de dix-sept centimes, la *Gironde*, malgré le *Communiqué* qu'elle a reçu il y a deux jours, ose dire que sous l'Empire les contribuables paient comme sous la République l'imposition des 45 centimes encore accrue par la plus-value territoriale ! »

« Cette assertion n'est pas seulement une manœuvre électorale au profit de la candidature de son rédacteur en chef, c'est une audacieuse et perfide calomnie contre laquelle l'administration proteste énergiquement, tout en se réservant le droit d'examiner, lorsque la lutte électorale sera terminée, ce qu'il lui conviendra de faire en présence de cette inqualifiable agression. »

Belgique.

Le résultat général des élections belges est décidément très hostile au Cabinet. Ce n'est point, comme le remarque un journal de Bruxelles, une défaite ni une déroute pour le ministère, c'est un véritable désastre.

En effet, si l'on excepte Bruxelles, où la liste des candidats du gouvernement a passé en entier, c'est à grand-peine qu'il a pu arracher ailleurs quelques rares nominations — et à quelques voix seulement, — tandis que les candidats de l'opposition étaient élus à des majorités écrasantes.

Parmi les pertes les plus sensibles au Cabinet, il faut mettre en première ligne l'échec de M. Rogier, ministre des affaires étrangères, qui est resté sur le carreau, malgré le chaleureux appui de l'*Indépendance belge* et de l'*Echo du Parlement*.

Les électeurs n'ont plus voulu de M. Devaux, ancien membre du congrès national, et l'un des chefs éminents de la gauche. Un ancien ministre, M. d'Hoffschmidt, n'a pas été plus heureux. Enfin, M. de Vrière, ministre d'Etat, qui a fait partie du Cabinet actuel, a eu beaucoup de peine à passer au second tour de scru-

tin, et cela contre un membre de l'opinion conservatrice dont la candidature avait été en quelque sorte improvisée.

Voilà donc le ministère belge en minorité flagrante, et réduit à se retirer devant l'arrêt du scrutin électoral.

Mexique.

Le *Times*, à propos des affaires du Mexique, fait remarquer, d'après une correspondance, que le gouvernement français a donné une preuve réelle de sa sollicitude pour les intérêts des porteurs des bons anglais, en faveur desquels il a réservé 25 pour cent des droits de douane à Vera-Cruz, conformément à l'hypothèque contenue dans ces bons.

Pologne.

Le journal officiel de Vitepsk annonce que les districts de Vitepsk, Horodek, Nowel, Suraz, Wielez et le gouvernement entier de Mohilew, ont été déclarés en état de siège.

On écrit de Wilna :

« Le général Mourawiew a signalé son arrivée par des mesures rigoureuses. Il a fait fusiller un ecclésiastique sur la place publique. Il ordonne des arrestations sur le moindre soupçon. Nous sommes en pleine terreur. Ce Mourawiew est un proche parent du conspirateur de ce nom, qui fut pendu lors de l'avènement au trône de l'empereur Nicolas. De là le surnom de Mourawiew le pendu (Mourawiew Wisietetz) donné à cette famille. Un haut fonctionnaire ayant un jour demandé au gouverneur actuel de Wilna s'il appartenait à la famille des pendus, en reçut cette réponse : « Du tout, je suis Mourawiew qui fait pendre les autres. »
« Quand on lui a présenté à Swienciany les insurgés faits prisonniers, il s'est écrié d'un ton significatif : « *Naprasno rien adepno brat plennich* » c'est inutile de faire des prisonniers. »

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

L'Agence Havas nous communique les dépêches télégraphiques suivantes :

Cracovie, 11 juin.

Boncza parcourt le palatinat de Cracovie à la tête d'un corps considérable de cavalerie volante. L'ancien détachement de Kononowicz s'est réuni de nouveau près de Radom. Lelewel a livré un combat à Janow (palatinat de Sandomir.)

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX

DU 12 JUIN 1863.

— N° 7. —

LE TREMBLEMENT DE TERRE

CHAPITRE VI.

La révolution. — Des protecteurs inattendus.

(Suite).

« Venez, monsieur, venez, lui cria-t-elle, si vous n'avez point oublié une personne que vous honorâtes l'autre jour de votre confiance. Voici la comtesse de Tesoro et sa fille en présence de gens gracieux qui veulent envahir leur palais dans de mauvaises intentions. Au nom du marquis de Vallida, qui m'envoie protéger ces dames, je vous supplie d'éloigner cette foule. »

L'étranger jeta un regard surpris et d'une expression toute particulière sur Paula, et un autre plus perçant encore sur la comtesse. Il s'approcha de cette dernière; elle le regarda, tressaillit, et laissa échapper une exclamation d'épouvante.

« Dona Louisa est surprise de me voir à

(C) Reproduction interdite.

CHAPITRE VII.

UN VAINQUEUR GÉNÉREUX. — LA MÈRE ET LA FILLE. — LA DÉLIVRANCE DE BÉNUTA.

Dans l'après-midi, don Rodriguez, qui faisait partie des membres de la Junte, se présenta en personne au palais del Tesoro. Il ne s'y était pas produit de nouveaux incidents de nature à compromettre la sûreté des habitants ou leur propriété. Les domestiques étaient revenus, l'ordre accoutumé rétabli dans l'intérieur de la maison, et les patrouilles qui parcouraient les rues semblaient rendre impossible toute nouvelle tentative perturbatrice. Les communications étaient libres, Josefa avait repris le chemin de la villa de l'Ananico, sous l'escorte des serviteurs que Rodriguez renvoyait. Les drapeaux qui flottaient sur les maisons, les cris de joie qui s'élevaient encore de temps à autre et les groupes animés des places publiques rappelaient seuls la pacifique révolution du matin.

Cependant, la comtesse et sa fille étaient toujours dans la même anxiété sur le sort du comte. Aucun des membres du gouvernement renversé n'était encore rentré dans sa famille; il courait à leur égard des bruits très-inquiétants; une voiture fermée venait de sortir de Caracas sous escorte militaire, et l'on se livrait aux conjectures les plus diverses quant à la personne qu'elle emmenait et à sa destination.

Aussi la visite du marquis de Vallida fut-elle accueillie avec une vive reconnaissance. Sans attendre de questions, il s'empressa de communiquer les bonnes nouvelles qu'il apportait.

« Votre mari est arrêté, il est vrai, dit-il à la comtesse; mais sa captivité cessera dès que nous aurons à la Guayra un navire prêt à transporter à Cuba ou à Portorico les autorités espagnoles destituées. On le traite d'ailleurs avec tous les égards dus à un prisonnier qu'on est bien loin de considérer comme un criminel. »

« Mais nous permettra-t-on, à Paula et à moi, de le suivre dans son exil ? »

« Rien ne s'oppose à ce que vous alliez plus tard le rejoindre aux îles. Mais la traversée de M. le comte s'effectuera sur un navire du gouvernement à bord duquel la famille ne sera point admise. Du reste, il ne serait pas dans votre intérêt de quitter Caracas avant d'avoir disposé de vos possessions dans cette province, à moins que vous ne préfériez rester fidèle au pays, sous le nouveau régime politique. »

« La comtesse, sans répondre à cette ouverture, demanda si elle serait du moins autorisée à voir le comte avant son départ. »

« Je crains que cela ne rencontre des difficultés; je ferai néanmoins tout mon possible pour vous procurer cette entrevue. »

« Comptez sur ma vive reconnaissance. Mais une autre personne encore nous touche de près : don Escudero. Vous n'ignorez peut-être pas, M. le marquis, qu'une ancienne convention de famille le destine pour époux à Paula. Pourriez-vous nous donner aussi de ses nouvelles ? »

Don Rodriguez avait précisément les yeux fixés sur Paula. Il la vit rougir et baisser vivement ses longues paupières.

« En effet, madame, répondit-il, je connaissais ce bonheur de don Escudero. Aussi m'est-il possible de me voir forcé

d'apprendre à dona Paula que son fiancé n'est plus dans les murs de cette ville. La fureur populaire a si violemment éclaté contre lui que nous avons jugé prudent de l'éloigner. Il est en route pour San Antonio; mais on ne le retiendra dans ce fort que jusqu'à ce qu'il ait choisi un lieu de résidence en dehors des limites de Venezuela. »

« Soit qu'elle fût un peu indifférente au sort de son fiancé, soit que l'amour filial l'emportât chez elle, Paula ne répondit pas un mot au sujet de la mesure prise à l'égard de don Escudero, mais elle demanda :

« Et si mon père désirait vivre à Caracas en simple particulier, la Junte lui en refuserait-elle l'autorisation ? »

« Non, assurément, pourvu que M. le comte prêtât serment à la nouvelle Constitution, répliqua le marquis. »

« A quoi bon supposer des choses impossibles ? dit la comtesse, mécontente de la question de sa fille. Je ne crois pas que mon mari se rende jamais coupable d'infidélité envers sa patrie, même pour s'épargner les plus grands sacrifices. »

« Rodriguez allait répliquer; mais il se contenta et prit congé de ces dames. La comtesse sortit du salon avec lui pour l'entretenir d'une chose dont elle ne voulait pas parler en présence de sa fille. »

« N'est-ce pas à vous, lui demanda-t-elle, que je dois l'intervention d'un personnage qui me semble avoir exercé une influence considérable sur les événements du jour, et dont les exhortations ont décidé à la retraite les gens du peuple qui allaient pénétrer chez moi ? »

« Josefa est la seule personne que j'aie envoyée ici, madame la comtesse. Les événements se sont succédé avec une ra-